

**Collèges de l'Académie de Rouen :
pendant les soldes,
la casse continue !**

Il y a dix ans, Allègre voulait dégraisser le mammoth, aujourd'hui Chatel s'en prend au squelette. Comme tous les autres services publics, celui de l'éducation subit de plein fouet la RGPP. La preuve : dans les collèges de l'Académie, malgré une hausse démographique importante (+ 1568 élèves) les moyens pour les DHG sont en baisse (- 1740 heures) ! L'argument démographique ne tient plus ; boostée par la prime au rendement (22 000 euros par an), la rectrice applique avec zèle la politique gouvernementale. Presque tous les collèges sont touchés. L'agglomération de Rouen perd 470 heures pour 193 élèves en plus. Au Havre, avec 44 h en moins pour 168 élèves en plus, même des établissements qui gagnent des élèves (comme R. Dufy, Léo Lagrange, pourtant classé RRS et Jean Moulin, classé RAR) perdent des heures. Une exception : le collège C. Bernard qui accueille l'internat « d'excellence », gagne 65 heures pour 33 élèves supplémentaires (cela fait un H/E de 2 !). Le rectorat de Rouen, en échos avec les déclarations de Sarkozy dans ses vœux au monde de l'éducation, entend valoriser « l'excellence » et les « expérimentations » qui favorisent le mérite de quelques-uns au détriment de la réussite de tous les autres, y compris de ceux qui sont en très grandes difficultés.

L'annonce des DHG provoque la colère des personnels, mais aussi des parents d'élèves dont les enfants vont être les victimes de cette politique de casse du service public d'éducation : classes surchargées, travaux en groupes supprimés et horaires obligatoires amputés. Un certain nombre de collèges sont déjà dans l'action : motion au CA, déclarations individuelles et collectives de refus des heures supplémentaires*, ce n'est qu'un début ! La grève du 10 va permettre une première expression de cette colère qui ne peut se résumer, à des actions établissement par établissement.

* Voir exemple de pétition sur le site de l'EE :
<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article842>

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr
ROUEN : annedesj@orange.fr
27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr
PT AUDEMÉR : pascal.adams@wanadoo.fr
EVREUX : jp.pallois@voila.fr
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

<http://www.ecoleemancipee.org/>

Éducation : toutes et tous en grève jeudi 10 février !

Une nouvelle journée de grève dans l'éducation nationale est proposée aux collègues, de la maternelle à l'université, jeudi 10 février, avant une journée de mobilisation nationale avec les parents d'élèves en mars.

Une grève de plus ? C'est ce que pourront penser un certain nombre de nos collègues. Pourtant, de notre point de vue, cette grève doit rassembler largement car la situation de l'école publique est mauvaise, très mauvaise.

Elle l'est conjoncturellement avec les 16000 suppressions d'emplois pour la rentrée 2011, qui s'ajoutent aux 39000 depuis 2008 et qui précèdent les dizaines de milliers déjà programmées pour 2011-2013 si l'on ne parvient pas à inverser la tendance.

Elle l'est du point de vue des personnels qui subissent des conditions de travail dégradées, chaque année davantage, avec la multiplication des postes sur plusieurs établissements, des conditions d'entrée dans le métier de plus en plus difficiles pour les jeunes collègues, le recours sans cesse accru aux contractuels, vacataires et autres emplois précaires.

Mais elle l'est surtout du point de vue des élèves et de leur famille avec une école de plus en plus inégalitaire, qui organise à tous les échelons le tri et la concurrence.

Les réformes imposées depuis 2007, sans parler des précédentes, changent qualitativement la nature du service public d'éducation :

- la semaine de 4 jours en primaire, aujourd'hui décriée par tous, avec les nouveaux programmes, les évaluations et l'aide personnalisée ;
- la mastérisation des métiers de l'enseignement qui non seulement met en péril la formation professionnelle des enseignants mais détourne également nombre d'étudiants de ces filières (baisse de plus de 45% du nombre d'inscrits aux concours en 2011 !);
- la réforme du lycée et la mise en place du bac pro en 3 ans qui se traduisent d'abord par des inégalités entre établissements et une réduction des enseignements disciplinaires ...

A toutes ces contre-réformes qui imposent le moins-disant éducatif s'ajoutent les hausses d'effectif moyen dans les classes, le manque de remplaçants, l'autonomie accrue des établissements et le retour des « petits chefs », la gestion entrepreneuriale des personnels avec des primes aux recteurs, IA et chefs d'établissement en fonction des objectifs de dégraissage comme à France Télécom ou l'Oréal !

Alors, pour toutes ces raisons, oui cette grève est justifiée, oui nous devons convaincre les collègues qu'il faut relever la tête et défendre, coûte que coûte, le service public de l'éducation.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

MANIFS DU JEUDI 10 FÉVRIER

- ROUEN : 14h30 à l'inspection académique (Métro St Sever)
- LE HAVRE : AG éducation et manif (lieu à confirmer)
- ÉVREUX : 14h30 à l'inspection académique

Evaluations nationales... et de 3 !

3 ans que l'on entend que ces évaluations nationales CM2 sont aberrantes, 3 ans que l'on demande à ce qu'elles soient revues dans le calendrier et dans la notation, 3 ans qu'on se sent bien seul, nous les enseignants de CM2, face aux regards de nos élèves, incrédules devant des notions qu'ils n'ont jamais travaillées, devant des exercices qu'ils n'ont pas l'habitude de rencontrer (dictée d'une page par exemple), devant l'incompréhension du rythme effréné de ces évaluations qui s'enchaînent, tous les jours d'une même semaine.

Mais il y a plus grave! Ces évaluations sont au cœur des dispositifs de démantèlement de l'école publique. C'est à partir de ces évaluations, de cette conception normative et sélective de l'éducation que s'organiseront le livret de compétence, le socle commun, le pilotage des écoles, des postes et pourquoi pas les salaires des enseignants.

La résistance spontanée s'est organisée tout d'abord, et vite, les mots d'ordre du SNUIPP et le déficit d'explication sur le rôle et la gravité de ces évaluations n'ont pas été à la hauteur.

On nous a pourtant assuré qu'il y avait du changement dans ce cru 2011 : exercices plus appropriés (passé simple, proportionnalité en janvier), notation plus appropriée avec prise en compte différenciée des erreurs des élèves.

Malheureusement la saisie des codes 3 ou 4 (réponses incomplètes) apparaît quand même comme un code 9 (réponse fausse)... On en perd son latin ou au pire on peut penser qu'on nous prend pour des idiots... Alors, il ne reste plus qu'à espérer que les parents se rallieront à l'appel national de non remontée des résultats. Les associations de parents plus combatives que les syndicats, du jamais vu!!

Karelle LECOURTOIS, Ecole Observatoire, Le Havre.

Livret de compétences : le combat se propage !

Les professeurs du collège Belle Etoile ont décidé, après un vote lors d'une heure d'information syndicale, le 6 janvier :

- dans un premier temps, de ne pas participer à la mise en place du livret personnel de compétences,
- dans un second temps, au mois de juin, de valider tous les items du livret pour les élèves de 3°.

Un compte-rendu écrit expliquant les raisons de cette position a été transmis à l'administration et aux fédérations de parents d'élèves.

Certains professeurs ont rencontré des représentants de chaque fédération, la FCPE et la PEEP.

A la suite de cette réunion, une motion commune avec les deux fédérations de parents d'élèves, la FCPE et la PEEP, sera déposée au prochain CA.

Le but est de vider le dispositif du Livret de Compétences de son sens, de montrer que nous sommes attachés à un enseignement de qualité et qu'il nous semble nécessaire de maintenir des programmes et des diplômes nationaux qui garantissent encore aujourd'hui dans le monde du travail des profils de postes et des grilles de salaire collectives.

Vanessa MARCADE, Collège Belle Etoile, Montivilliers.

A propos de PISA...

Cette enquête commencée en 2000 et réalisée par l'OCDE dans 65 pays est censée tester l'aptitude d'un groupe représentatif d'élèves de 15 ans à appliquer dans la vie quotidienne les connaissances acquises à l'école, « leur capacité à relever le défi du monde réel », à être « performants » dans un monde de la compétition, du rendement ! Le cadre est donné !

Cette évaluation pose plusieurs questions:

- pourquoi l'OCDE, « organisation de coopération et de développement économique » juge-t-elle nécessaire de comparer les systèmes éducatifs de tous ces pays ?
- comment peut-on comparer des situations d'une extrême variété, des systèmes éducatifs qui n'ont rien en commun dans des systèmes sociétaux et culturels si différents ?
- pourquoi ces tests, souvent des QCM, portent-ils sur des connaissances en sciences, maths, compréhension de l'écrit mais rien en « humanités » : littérature, histoire....

Quand les derniers résultats de PISA ont été publiés en décembre 2010, les médias en France ont relayé haut et fort l'information : les résultats pour les élèves français restent juste en dessous de la moyenne mais les inégalités scolaires s'accroissent ! On est tout de suite tenté de dire : la faute à qui !

Le gouvernement est satisfait que le niveau n'ait pas baissé depuis les dernières évaluations (il estime que ses réformes en sont la cause mais les élèves qui ont passé ces tests n'ont pas été touchés par celles-ci) et « décidé à améliorer l'égalité des chances », il s'est vite emparé des résultats pour valider sa politique et mettre en place ses « leviers d'action » : recentrage sur les fondamentaux, aide personnalisée, autonomie et programme CLAIR, sans oublier les 16000 suppressions de postes !

Mettant en cause seulement l'école et non la société dans laquelle nous vivons, le choix pour réduire les inégalités est donc de mettre en concurrence les établissements et les enseignants (« certains arrivent mieux que d'autres, grâce à leur système d'évaluations, à réduire les inégalités, comme en Angleterre avec pourtant 42 élèves par classe » précise le Dr Zormann, médecin-conseil de l'académie de Grenoble), de réduire les moyens, de mettre en avant pour tous la méritocratie. Pour une école égalitaire dans une société égalitaire ?

Chantal LANGLOIS, Ecole maternelle des Dahlias, Le Havre.

STAGE ACADEMIQUE ECOLE EMANCIPEE Mardi 22 et Mercredi 23 mars 2011 cercle Franklin – Le Havre

MARDI MATIN :

Décryptage du mouvement social : quelles perspectives après le mouvement contre la réforme des retraites ?

Intervenant : Karel Yon

MARDI APRÈS-MIDI :

- Les compétences au service du savoir dans la pédagogie Freinet
Intervenante : Muriel Quoniam

- Du livret de compétences à l'école au portefeuille de compétences à Pôle emploi...

Intervenant : Eric Planchette

- Les compétences : un plus pour le diplôme ou pour l'entreprise ?

Intervenant : Jean-Marie Canu

MERCREDI MATIN :

Pourquoi désobéir en démocratie ?

Intervenant : Albert Ogien

MERCREDI APRÈS-MIDI :

Comment l'école reproduit-elle les stéréotypes de genre ?

Intervenante : Fanny Gallot

Inscriptions auprès de Nolwenn PONTOIZEAU : noletsam@orange.fr